



Déclaration liminaire de la FSU Ardennes au CTSD du jeudi 3 septembre 2020

Un nouveau protocole sanitaire a été présenté le 26 août par le ministre lors de sa conférence de presse, puis a été mis en ligne sur le site du ministère. Sur le fond, la FSU ne partage pas l'optimisme du ministre qui ne prend pas la mesure de la situation de cette rentrée scolaire. Un protocole allégé a été publié fin juillet, alors que le monde médical s'accordait pour alerter sur un rebond épidémique possible en septembre, c'est assez incompréhensible. De plus un protocole qui laisse la place belle à l'interprétation, loin d'éditer des règles rassurantes mais plutôt laissant reportant la responsabilité d'une éventuelle reprise de la contamination sur les personnels et l'organisation locale. Ce n'est pas acceptable ! Pour s'en défendre, le ministre se veut rassurant : tout est prêt ! L'accueil de tous les élèves est prêt alors qu'aucun bilan n'a été tiré de la période passée, que ce soit au niveau de l'organisation matérielle ou encore humaine ! Qu'en est-il des nombreux établissements scolaires dont les sanitaires ne permettaient déjà pas en mai un lavage des mains régulier ? Qu'en est-il du recensement des personnels fragiles qui auront quelques difficultés à reprendre le chemin de l'école, surtout dans les zones où le virus circule fortement ? Quelle solution a été pensée afin de répondre à l'obligation qui est faite à l'employeur quant à la santé et à la sécurité au travail des personnels ? Quelle solution également pour les remplacer au cas où ? Quelle situation administrative pour les agents ? Ces questions se posent encore aujourd'hui car des situations aberrantes se sont produites au printemps dernier, avec des bras de fer nécessaires pour obtenir par exemple un test, qui s'est révélé parfois positif.

Le ministre Jean-Michel Blanquer a beau marteler sur tous les plateaux radio et télé que cette rentrée est une rentrée normale, il est bien le seul à ne pas voir que non, justement, rien n'est normal. Peut-être est-ce un moyen de se persuader que tout va bien et que les choses vont pouvoir rester ce qu'elles sont sans plus de moyens ou de dialogue.

La FSU, comme beaucoup, partage l'idée du retour à la normale pour toutes et tous, mais nous ne sommes pas dans une situation normale, le virus est encore là, il prend de l'ampleur de jour en jour. Le bilan que nous n'avons cessé de réclamer aurait peut-être permis d'organiser réellement et sérieusement la rentrée : côté bâti scolaire, bien évidemment, afin de permettre le lavage des mains, geste pourtant simple au XXI^e siècle ; mais aussi comme l'a fait l'Italie, un recrutement massif de personnels aussi bien pour encadrer les groupes d'élèves que pour l'enseignement. Au-delà de la préoccupation sanitaire, il y a la préoccupation pédagogique : retrouver les élèves, relancer les dynamiques collectives pour apprendre ensemble, retrouver le sens du métier sont des incontournables. Pour la FSU, il n'est pas question du retour de toutes et tous à l'école le 1er septembre absolument mais du retour de toutes et tous pour l'année scolaire ! Avec les précautions qui s'imposent ! Aujourd'hui, par manque d'anticipation, il va falloir faire comme si de rien n'était ! Une autre problématique est toujours sans réponse : qu'en est-il de la reconnaissance en accident de service des personnels ayant contracté la covid-19 ?

A cela s'ajoutent les choix du ministre qui font courir des risques psycho-sociaux aux enseignants à travers certaines de ses annonces médiatiques et injonctions : compter sur l'organisation d'évaluations nationales en début d'année pour la mise en place du suivi personnalisé des élèves est une insulte à la professionnalité des collègues.

Pour notre ministre, tout est tellement normal qu'il n'y a aucun problème à faire passer des évaluations nationales de rentrée selon les mêmes formes que celles de l'an passé, comme si rien n'avait eu lieu avant les vacances scolaires. Pour la FSU, ces évaluations nationales ne sont rien de moins que de la maltraitance à l'égard des élèves et des enseignants.

Le ministre nous accorde toute sa confiance, notamment dans l'organisation matérielle de cette rentrée, il faut nous adapter en fonction des situations locales, composer avec les élus, les bâtiments, les moyens matériels...mais pour ce qui relève de la pédagogie, là, plus de confiance aucune ? C'est la troisième année de mise en œuvre des évaluations nationales aux CP, CE1, 6è et Seconde. Alors que les élèves auront vécu depuis le mois de mars une scolarité particulièrement bouleversée, la rue de Grenelle fait comme si de rien n'était et maintient le calendrier de début d'année des évaluations pourtant déjà fortement remises en cause en temps ordinaire. Evaluations remises en cause à la fois dans leurs modalités de passation qui mettent les enseignantes et les enseignants en situation d'exécution, mais également dans le traitement des résultats qui ne permet pas une analyse prenant en compte le parcours des élèves. Au final, ces évaluations nourrissent essentiellement une communication ministérielle. Ceci est d'autant plus vrai cette année, puisque les items proposés seront, à quelques nuances près (le test de fluence par exemple en 6è), les mêmes que ceux des années précédentes. Ils ne tiendront donc pas compte des conditions particulières d'apprentissage liées à la pandémie. Pourquoi le ministre s'évertue-t-il à cadenasser la pédagogie dans la classe en imposant ces évaluations au lieu de donner la main aux équipes pour évaluer au plus près de la réalité des apprentissages des élèves, des progressions dans les classes... ?

Si notre Ministre avait tant à cœur de vouloir réduire les « écarts d'apprentissage », « d'identifier les besoins propres à chaque élève et d'y répondre de manière personnalisée », pourquoi n'est-il pas revenu sur la suppression des 820 emplois dans le second degré, postes d'enseignants qui - plutôt que le 1 500 000 heures supplémentaires...- auraient sans doute mieux permis de faire face, en cette rentrée, aux difficultés de nos élèves, de donner plus de souplesse aux équipes pour créer des petits groupes ou de mettre en place des dispositifs adaptés aux réels besoins ? Rappelons seulement que le plan de relance économique présenté hier par le premier Ministre est, lui, doté de 100 milliards d'euros... Plutôt que la gabegie de moyens attribués aux « jolies colonies de vacances » de cet été, la FSU continue de réclamer l'attribution immédiate au second degré des 350 emplois « en réserve » et un collectif budgétaire permettant de vraies créations d'emplois dans le service public d'éducation.

En cette rentrée pas normale du tout et même assez anxiogène, les personnels s'interrogent aussi sur le sens des annonces du Ministre, relativement au Grenelle des professeurs notamment : qu'entend-il par « évolution du métier d'enseignant » ? Quelles contreparties met-il dans la balance pour que les enseignants voient un jour le premier euro d'une revalorisation pourtant légitime ?

Seront-ils toujours « les grands perdants » dans le projet de réforme des retraites qui ne va pas manquer de revenir sur le devant de la scène ?

Alors qu'ils se sont surinvestis durant la période de confinement pour maintenir le lien (relationnel, pédagogique, éducatif, social,...) avec leurs élèves et les familles, qu'en est-il de la question de l'équipement des personnels et de leur formation à l'usage des outils numériques notamment ?

Quel projet d'École notre Ministre est-il en train d'élaborer ? Très sensible à la question de la démocratisation de l'École, la FSU sera particulièrement vigilante à l'avenir de l'Éducation prioritaire et sollicite d'ores et déjà la nouvelle secrétaire d'État pour qu'un bilan sincère soit mené afin de conforter un dispositif nécessaire à nos yeux et lui apporter toutes les améliorations attendues par les élèves et les personnels.

Pour en revenir au contexte particulier de cette rentrée et à l'état d'esprit des personnels, la question des risques psycho sociaux dus au confinement, au télétravail, à la pression qui a été mise sur les enseignants est aussi importante et notre hiérarchie doit y être très vigilante. La perte de sens dans le travail est une réalité pour de très nombreux collègues.

Dans les écoles, malgré ce qu'en pense le ministre, ce n'est pas en introduisant un rapport hiérarchique au sein des équipes par le biais de la directrice ou du directeur que celles-ci fonctionneront mieux et que le travail fera plus sens. Et malgré l'opposition et même le retrait de ce point l'an dernier, il n'a pas fallu longtemps cette année à notre Ministre pour réintroduire par le biais d'une circulaire la notion de délégation d'autorité du DASEN pour les directions d'école. La FSU est plus que jamais opposée à cette idée. En revanche, nous continuons de penser que c'est avec du temps, des moyens humains, de la liberté, de la confiance et de la formation que les conditions de travail s'amélioreront pour nos collègues (réduction des effectifs dans le premier et le second degré comme en Italie et en Espagne, relance des RASED, aides administratives pérennes, temps de décharge supplémentaire pour toutes les directrices et directeurs d'école,...).

De même, la mise en ligne d'un plan de continuité pédagogique en cas de circulation active du virus, particulièrement prescriptif, standardise le travail et relègue des enseignants à des exécutants. Les enseignants doivent pouvoir préserver et exercer leur liberté pédagogique, chaque école, chaque établissement pouvoir adapter son mode de fonctionnement, ses dispositifs propres pour répondre aux besoins spécifiques des élèves et des familles.

Pour cette rentrée 2020, si particulière, nous espérons que l'institution accordera beaucoup d'attention aux réalités locales, aux besoins exprimés, pour permettre aux élèves de renouer avec l'école, avec le groupe, avec les apprentissages, avec l'envie de revenir à l'école. Cette rentrée doit aussi reposer sur une confiance dans le travail et la professionnalité des enseignants. Ils et elles savent faire leur travail comme ils et elles ont déjà assuré la continuité du service public

d'éducation l'année dernière dans une période particulièrement difficile. La FSU le rappelle : préparer la rentrée, c'est anticiper ! Et nous ne sommes pas certains que seuls les enjeux sanitaires et pédagogiques ont guidé la rédaction de ce protocole...